



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - EC

**Arrêté préfectoral accordant à LILLE METROPOLE
COMMUNAUTE URBAINE l'autorisation d'exploiter une
déchetterie à HALLUIN**

11/10/00

Le Préfet de la Région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU le code de la santé publique et ses articles R.1335-1 à 1335-14

VU la circulaire DGS-VS3 n° 2000/322 du 9 juin 2000 relative à l'acceptation en déchèterie des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) produits par les ménages et par les professionnels exerçant en libéral

VU l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques

VU l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques

VU l'arrêté du 24 novembre 2003 relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine

VU la demande présentée par LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE - siège social : 1 rue du Ballon BP 749 à 59034 LILLE CEDEX - en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une déchetterie à HALLUIN ;

VU le dossier produit à l'appui de cette demande ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 août 2006 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 18 septembre 2006 au 18 octobre 2006 inclus ;

VU le procès-verbal d'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis des conseils municipaux de HALLUIN et BOUSBECQUE ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de la navigation du Nord - Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

VU l'avis de Monsieur le chef de la division de l'équipement, direction de la région de Lille de la S.N.C.F. ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de l'environnement ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'équipement au titre de l'urbanisme ;

VU le rapport et les conclusions de Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 20 février 2007 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1. Conditions générales / Objet de l'autorisation

1.1 Activités autorisées.

- 1.1.1. LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE, dont le siège est situé 1, rue du Ballon à LILLE, est autorisée à exploiter une déchèterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public à HALLUIN, rue de la Lys (section ZA parcelle 263).

selon les horaires suivants :

- Lundi y compris férié de 10h30 à 18h00
- du mardi au samedi de 7h30 à 18h00
- le dimanche et certains jours fériés hormis lundis de 8h00 à 13h00

- 1.1.2. L'installation est visée comme suit dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Libellé en clair de l'installation	Capacité / Surface	Rubrique de classement	Autorisation / Déclaration
Déchèterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public : Monstres" (gros électroménager, mobilier, éléments de véhicules), déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre ; Bois, métaux, papiers-cartons, plastiques, textiles, verres ; Déchet ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc.) usés ou non ; 1° La superficie de l'installation étant supérieure à 3 500 mètres carrés,	12 598 m ²	2710.1°	A

- 1.1.3. L'installation dispose :

- d'un local pour le personnel
- d'un local de stockage des déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux
- d'un local rangement
- d'un local destiné à accueillir les produits électroménagers ainsi que tout matériel pouvant être réutilisé
- d'un local technique

- 1.1.4. Elle est autorisée pour une capacité totale de 30.000 tonnes par an répartie de la façon suivante :

- déchets ménagers et assimilés non spéciaux : 29 432 t/an
- déchets ménagers spéciaux: 565 t/an

auxquelles s'ajoutent les déchets d'activités de soins à risques infectieux : 3 t/an

1.1.5. L'installation est dotée de 11 bennes, 8 conteneurs pour déchets spécifiques et 2 racks pour les bonbonnes de gaz pouvant accueillir les déchets suivants :

Selon leur origine	Selon la typologie des déchets		
	Déchets ménagers et assimilés non spécifiques	Déchets d'activités de soins (DASRI) (**)	Déchets ménagers spécifiques uniquement des ménages et ceux collectés par les services de cantonnement des collectivités
Ménages	Métaux, ferrailles	Matériels ou matériaux	Huiles moteurs,
Artisans	Papiers-cartons,	piquants-coupants-tranchants,	Huiles végétales,
Commerces	Matières plastiques,	en contact ou non avec un	Acides (acide chlorhydrique,
	Textiles,	produit biologique (aiguille,	acide sulfurique...) et bases
	Bois,	seringues, lames, scalpel,...)	(soude caustique...)
	Verre,		Bombes aérosols (peinture,
Administrations	Encombrants (matelas,	Petit matériel de soins : micro-	laque,...)
	canapés, fauteuils,...)	tests, tubes de prélèvement,	Peintures, vernis, teintes, cires,
Associations de type loi 1901	Pneumatiques	dispositifs de drainage	graisses, colles,
	Déchets d'équipements	(tubulures, sondes, canules,...)	Batteries, piles et autres
Professionnels libéraux de la santé (*)	électriques et électroniques (DEEE)	Les déchets mous (compresses, pansements,...)	accumulateurs,
	Déchets inertes (gravats et autres déchets de démolition),		Solvants liquides (produits de nettoyage, révélateurs photos, diluants, détachants, essence,...)
Les services municipaux	Déchets incinérables		Produits comburants,
	Déchets tout venant,		Ampoules, néons, et autres tubes fluorescents,
	Déchets d'entretien des espaces verts (tontes de gazon, branchages, et autres déchets verts)		Détergents, produits phytosanitaires (insecticides, herbicides, fongicides, désherbants, engrais...)
	Bonbonnes de gaz		Déchets contenant de l'amiante (plaques d'amiante-ciment),
	Déchets réutilisables		Autres produits non identifiés

(*) Sous certaines conditions

(**) Déchets issus des activités de diagnostic, de suivi et de traitement préventif, curatif ou palliatif, dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire : art. R 1335-1 du Code de la Santé Publique.

Ne sont pas acceptés :

Déchets présentant un risque radioactif,

Déchets à risque chimique ou toxique,

Mercure et produits mercuriels,

Déchets et matériels de laboratoire : ustensiles, milieu de cultures.

Lamelles de verre,

Abaisse-langues, écouvillons en bois,

Déchets présentant un risque de transmission d'agents transmissibles non conventionnels

1.2. Conformité de l'installation.

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

L'installation est également soumise aux dispositions de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

1.3. Dossier installation classée

L'exploitant doit établir et tenir à jour à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;
- les résultats des dernières mesures sur le bruit ;

Article 2. Implantation / Aménagement

2.1. - Plans

Sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, l'établissement sera situé et exploité conformément aux descriptifs et plans joints à la demande d'autorisation. Les modifications apportées ultérieurement au dépôt du dossier mis à l'enquête publique seront reportées sur plan et annexées au dossier de demande d'autorisation.

Le plan d'organisation de l'établissement sera régulièrement mis à jour en fonction des travaux d'aménagement réalisés dans le respect des prescriptions imposées par le présent arrêté.

Les plans modifiés seront adressés en double exemplaire à l'inspection des installations classées.

2.2. Règles d'implantation

L'ensemble des installations de la déchèterie (quai, voiries, bâtiments, zones de stockage, parkings, postes de lavage) doit être implanté à une distance d'au moins deux mètres des limites de propriété, sauf celles séparant de la voie publique.

Les déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux seront accueillis dans un local spécifique conforme aux dispositions de l'article 4.2.2. Il sera entièrement clos, fermé par une porte avec serrure empêchant les intrusions et d'accès interdit au public.

2.3. Interdiction d'habitations au-dessus des installations

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités

2.4 Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté; notamment, les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

2.5 Clôtures

Afin d'en interdire l'accès et d'en masquer la visibilité, l'installation sera entourée d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres. Le cas échéant, si la proximité d'habitations ou de locaux occupés par des tiers le nécessite, celle-ci sera doublée d'une haie vive ou d'un rideau d'arbres à feuilles persistantes afin de masquer le dépôt. Un portail fermant à clef interdira l'accès du site en dehors des heures d'ouverture.

2.6 Accès - Voies de circulation - Bâtiments

A l'intérieur de l'installations, une ou plusieurs voies de circulation seront réalisées de façon à permettre le passage des engins de secours par tout temps.

L'établissement n'est pas autorisé à stocker des conteneurs usagés de façon prolongée. Aucune benne ne devra être déposée sur la voie publique.

Les accès à l'installation doivent faire l'objet d'un contrôle visuel permanent.

2.7 Accessibilité

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.

Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manoeuvre.

Article 3. Exploitation - Entretien

3.1. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés dans l'installation.

3.2. Contrôle de l'accès

En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs.

Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés, sont affichés visiblement à l'entrée de la déchèterie. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.

3.2.1. Apport des déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux

L'acceptation des déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux figurant dans la liste de déchets annexée au dossier de demande d'autorisation est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits. Ne sont acceptés que les conditionnements conformes aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine. Le nom ou le code identifiant du producteur devra figurer sur chaque emballage.

Tout apport de déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux fait l'objet d'une surveillance particulière. A l'exclusion des huiles et des piles, ~~que~~ des déchets d'amiante-ciment, ainsi que des déchets d'activités de soins à risques infectieux (ces derniers sont déposés directement par l'utilisateur dans le contenant approprié, mais obligatoirement en présence d'un agent d'exploitation) ces déchets sont réceptionnés par le personnel habilité de la déchèterie qui est chargé de les ranger sur les aires ou dans les locaux spécifiques de stockage selon leur compatibilité et leur nature. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux ou aires de stockage des déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles et de piles, et des déchets d'amiante-ciment).

Pour les huiles usées, une information notamment par affichage à côté du conteneur, attirera l'attention du public sur les risques et sur l'interdiction formelle de tout mélange avec d'autres huiles.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients.

3.2.2. Local d'entreposage des déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux.

Les locaux d'entreposage doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Ils doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

- ils sont réservés à l'entreposage des déchets et peuvent servir, le cas échéant, à l'entreposage des produits souillés ou contaminés. Une inscription mentionnant leur usage est apposée de manière apparente sur la porte. Leur surface est adaptée à la quantité de déchets et produits à entreposer ;
- ils ne peuvent recevoir que des déchets préalablement emballés. Les emballages non autorisés pour le transport sur la voie publique au titre de l'arrêté du 5 décembre 1996 modifié relatif au transport des matières dangereuses par route doivent être placés dans des grands récipients pour vrac, étanches et facilement lavables. La distinction entre les emballages contenant des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et les emballages contenant d'autres types de déchets doit être évidente ;
- ils sont implantés, construits, aménagés et exploités dans des conditions offrant une sécurité optimale contre les risques de dégradation et de vol ;
- ils doivent être identifiés comme à risques particuliers au sens du règlement de sécurité contre les risques d'incendie ;
- ils sont correctement ventilés et éclairés et permettent une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur ;
- ils sont munis de dispositifs appropriés pour prévenir la pénétration des animaux ;
- le sol et les parois de ces locaux sont lavables ;
- ils sont dotés d'une arrivée d'eau et d'une évacuation des eaux de lavage vers le réseau des eaux usées dotée d'un dispositif d'occlusion hydraulique conformes aux normes en vigueur. Le robinet de puisage est pourvu d'un disconnecteur d'extrémité du type HA permettant d'empêcher les retours d'eau.
- Ils font l'objet d'un nettoyage régulier et chaque fois que cela est nécessaire.

3.2.3. Autres déchets

Les déchets autres que les déchets ménagers spéciaux peuvent être déposés directement par le public dans des bennes, casiers ou conteneurs spécifiques. Les déchets d'activités de soins à risques infectieux seront toutefois déposés dans leur contenant spécifique obligatoirement en présence d'un agent d'exploitation.

3.3. Connaissance des produits - Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation.

L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés au stockage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés ; les réceptacles de déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.

3.4. Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

3.5. Traitement des cuves

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon, et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

3.6 Transports des déchets

Si le transport des déchets n'est pas effectué en caisson fermé et s'il existe des risques d'envols, le chargement sera équipé d'un dispositif de couverture efficace, conformément aux dispositions du Code de la Route relatif aux transports routiers.

3.7. Elimination des encombrants, matériaux ou produits en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

3.8 Hygiène-sécurité

Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail, de la santé publique et de la sécurité des travailleurs.

3.9 Rongeurs-insectes

Le chantier sera mis en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée de 1 an.

Les mêmes dispositions seront prises en cas de prolifération d'insectes.

Article 4. Prévention des risques / Sécurité / Incendie

4.1 SECURITE

4.1.1 Organisation générale

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

4.1.2 Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes les dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées et feront l'objet d'un rapport annuel.

Les consignes doivent être diffusées à l'ensemble du personnel.

Celles relatives à la sécurité en cas d'incendie seront affichées en tous lieux concernés ainsi que le numéro d'appel urgent du Centre de Traitement de l'Alerte (C.T.A.) des sapeurs-pompiers (18).

Les plans de sécurité incendie et d'évacuation doivent être affichés conformément à la norme N.F.S. 60-303 ainsi que l'accueil et le guidage des secours et les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel et des usagers en cas d'incendie.

L'établissement est soumis aux dispositions du décret n° 92-333 du 31 mars 1992 relatif aux dispositions concernant la sécurité et la santé que doivent observer les chefs d'établissements utilisateurs.

4.1.3 Alimentation électrique de l'établissement.

Les installations électriques seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur et vérifiées périodiquement par un organisme agréé ou un technicien compétent. Ces vérifications seront consignées sur le registre de sécurité.

L'établissement est soumis aux dispositions du décret n° 88-1056 du 4 novembre 1988 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

4.1.3.1. Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

4.1.3.2. Matériel électrique de sécurité

Dans la zone de stockage des déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation ; elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de cette zone où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

4.1.4 Permis de feu

Tous les travaux d'aménagement ou de réparation, sortant du domaine de l'entretien courant, notamment ceux utilisant des flammes nues, ne doivent être effectués dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie qu'en respectant la procédure de permis de feu.

Le permis de feu est signé par le chef d'établissement ou par la personne que ce dernier a nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être sans activité et avoir été débarrassée de toutes poussières et de tous produits inflammables.

Des visites de contrôle doivent être effectuées après toute intervention.

4.1.5 Arrêt d'urgence.

Les dispositifs d'arrêt d'urgence des alimentations en énergie (électricité - gaz, liquides inflammables) devront être repérés, identifiés clairement, accessibles en toute circonstance.

4.1.6 Matières radioactives.

L'Inspecteur des Installations Classées sera immédiatement averti en cas de découverte de matières radioactives.

L'exploitant prendra toutes dispositions pour évacuer l'établissement et isoler la source radioactive.

La Cellule Mobile d'Intervention Radiologique (CMIR) du Service Départemental d'Incendie et de Secours sera informée sans délai.

4.1.7 Protection contre l'explosion

Il est interdit d'entreposer sur l'installation des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus, il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- Service de déminage,
- Service des munitions des armées,
- Gendarmerie Nationale ou à tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du responsable de l'établissement.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre ainsi que des objets suspects et corps creux sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

4.1.8 . Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

4.1.9. Interdiction des feux

Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans et à proximité des stockages de déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux et de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractère apparents.

4.1.10. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets ménagers spéciaux ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues au point 4.1.9 ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

4.2 MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

4.2.1 Moyens de secours contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Elle disposera au minimum :

- 1 extincteurs à eau pulvérisée pour 3 bennes, soit 4 extincteurs,
3 extincteurs à poudre répartis sur le site dont un dans le local d'exploitation et 2 à l'extérieur du local des déchets spéciaux
- un poteau incendie normalisé est situé rue de la Lys, à quelques dizaines de mètres de l'entrée du site.
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

4.2.2 Comportement au feu des bâtiments

4.2.2.1. Le local spécifique destiné à l'accueil des déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux doit présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers haut coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ; la toiture sera de construction légère (ex : bac acier)
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure ;
- matériaux de classe MO (incombustibles).

Ce local doit être équipé en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Il sera largement ventilé par une ventilation d'hygiène (double grille ou lamelles) d'une dimension minimale de 40 X 40 cm.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Des absorbants sous forme de granulés d'argile seront à disposition dans le local de gardiennage pour pallier des fuites occasionnelles dans le local des déchets spéciaux (fuite d'un bidon contenant des matières liquides, déversement accidentel de solvants...).

Un tapis de ces granulés pourra être installé dans la cuve de rétention du local de stockage des déchets ménagers spéciaux (sous réserve de l'existence d'un système d'ouverture permettant son renouvellement).

En cas d'incendie, toute percolation d'eau au sein des déchets d'activités de soins à risques infectieux doit être évitée afin de ne pas contaminer le milieu naturel.

4.2.2.2. Le bâtiment de stockage des déchets d'électroménagers sera correctement ventilé et sa construction devra être adaptée aux déchets stockés.

4.2.2.3. Un local rangement sépare les locaux de stockage des déchets ménagers spéciaux et de l'électroménager, les 3 espaces étant complètement indépendants (pas de porte entre-eux). La séparation de ces deux lieux de stockage doit être de type coupe-feu 2 heures.

4.2.3 Extincteurs

Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. A cet effet, on disposera en permanence d'eau et d'extincteurs mobiles. En outre, tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur.

Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par la norme NFS.60.100 seront repérés, fixés (pour les portatifs), numérotés, accessibles en toutes circonstances et judicieusement répartis dans le bâtiment et sur le chantier.

Ils seront homologués NF.MIH. et vérifiés régulièrement par un organisme agréé. La date et le rapport de ces contrôles sera consigné dans le registre de sécurité prévu à l'article 4.3.3 du présent arrêté.

L'exploitant devra disposer au minimum des matériels décrits dans la demande d'autorisation.

Des consignes d'incendie seront établies ; elles seront affichées, ainsi que les numéros de téléphone et adresse du centre de secours le plus proche, près de l'accès au chantier et dans les locaux de gardiennage et d'exploitation.

4.2.4 Découpage au chalumeau.

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de 8 mètres de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

4.2.5 Défense de fumer.

Il est interdit de fumer à proximité des bennes de dépôts de déchets, ainsi qu'à proximité ou à l'intérieur du local destiné au stockage des déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux.

Cette interdiction, précisée dans le règlement de l'établissement, sera affichée sur les lieux de travail aux postes ci-dessus indiqués.

4.2.6 Désenfumage.

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 5 août 1992 pris pour application des articles R.235-4.8 et R.235-4.15 du Code du Travail fixant les dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.

4.2.7 Isolement.

Dans le cas où une partie des bureaux devrait contenir des pièces (archives, comptabilité, fichier clients, informatique) nécessaires à la survie de l'entreprise, l'exploitant isolera celle-ci par des parois coupe-feu de degré 1 heure et des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure munis de ferme-porte.

4.2.8. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, le local de stockage des déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux doit être convenablement ventilé pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

4.2.9 Protection contre la foudre

L'installation sera protégée contre les effets directs de la foudre par la mise en place d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage (PREVECTRON S 6.60) sur un mat à l'aplomb du bureau conformément à la norme 17-102 concernant les règles d'installation de paratonnerres. Le dispositif de capture, le circuit de mise à la terre et la prise de terre seront reliés entre eux. L'installation comprendra un compteur de coups de foudre.

Dans un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées les justificatifs de ces dispositions .

Tous les 3 ans, les installations seront contrôlées suivant les prescriptions de la NF C 17-102.

4.3 ORGANISATION DES SECOURS

4.3.1 Surveillance - Alarme - Alerte

Pendant les heures ouvrables la surveillance sera assurée par du personnel d'exploitation instruit à cet effet.

Le plan d'intervention prévu à l'article 4.3.2 définira la conduite à tenir en cas d'incident.

4.3.2 Plan de secours

Dans un délai d'un an, un plan d'intervention interne sera établi par le Chef d'Etablissement, sous sa responsabilité, en collaboration avec les Services d'INCENDIE et de SECOURS. Il sera mis à jour en cas de modification du mode d'exploitation.

Le document correspondant précisera notamment :

- L'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- Les dispositifs d'intervention et de protection contre l'incendie, répertoriés sur un schéma (poteaux d'incendie, ressources complémentaires en eau...),
- Les zones à risques particuliers,
- Les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours,
- Les moyens de transmission et d'alerte,
- Les moyens d'appel de secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer des appels,
- Les personnes à prévenir en cas de sinistre.

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant devra prendre toutes mesures qu'il juge utile afin d'en limiter les effets.

Il devra veiller à l'application du plan d'intervention et il est responsable de l'information des services administratifs et des services de secours concernés.

Le plan est transmis à M. le Directeur Départemental de l'Équipement du NORD, chargé de l'inspection des installations classées, ainsi qu'au Centre de Secours de LILLE-LITRE, 16^e Compagnie des Sapeurs-Pompiers du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

4.3.3 - Vérification des moyens de secours - Formation du personnel.

Les moyens de secours doivent être vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications doivent être consignées sur un registre de sécurité ouvert et tenu à jour par l'exploitant.

Ce registre sera à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'ensemble du personnel sera formé à la manoeuvre des moyens de secours.

Article 5. Prévention de la pollution de l'eau

5.1. Prélèvements

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

5.2. Consommation

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.

5.3. Réseau de collecte

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de la déchèterie.

Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

5.4. Valeurs limites de rejet

5.4.1. Eaux usées

Les eaux usées sont traitées par la station d'épuration de MENIN.

5.4.1. Eaux pluviales

Avant leur rejet, les eaux de voirie feront l'objet d'un pré-traitement assuré par un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures. Ce dispositif dispose d'un stockage de matières décantables. Son entretien et sa vidange seront effectués par une société spécialisée.

Les eaux pluviales de toiture de l'avent transitent par une citerne qui sera raccordée à deux robinets de puisage afin d'être utilisées par le personnel pour le nettoyage du site, l'arrosage des espaces verts,...

Des analyses doivent être effectuées aux frais de l'exploitant sur les prélèvements d'eau une fois par an et les résultats adressés à l'inspection des installations classées et au service chargé de la Police des Eaux.

5.4.3 Raccordement au réseau public.

Le raccordement au réseau fait l'objet d'une autorisation préalable donnée par le gestionnaire du réseau et de la station à laquelle aboutit ce réseau.

5.5 Interdiction des rejets en nappe

Le rejet direct ou indirect, même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine, est interdit.

5.6 Epannage

L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.

5.7 Cuvettes de rétention

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 2,50 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égale soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même capacité de rétention.

La zone de stockage des déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux est conçue de façon à ce qu'ils soient abrités de la pluie afin d'éviter toute accumulation d'eau dans la cuvette de rétention.

5.8 Rétention des aires et locaux de stockage

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipée de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont traités conformément au point 5.4 et au titre 7.

5.9 Bassin de confinement

Les eaux d'extinctions d'incendie sont évacuées vers le réseau des eaux pluviales. Ce réseau dispose d'une rétention d'un volume de 150 m³. Cette rétention aura pour but de prévenir les pollutions accidentelles potentielles, notamment en cas d'intervention des pompiers.

Les eaux éventuellement polluées lors d'un sinistre ne pourront être rejetées que si elles respectent les normes visées à l'article 5.4.

Dans les autres cas, elles seront évacuées par une entreprise spécialisée.

5.10 - Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

5.11 Contrôles périodiques

Des prélèvements, analyses et tout contrôle des caractéristiques des eaux rejetées et le cas échéant de leur impact sur le milieu récepteur peuvent être effectués par le service chargé de la police des eaux ou à la demande de l'inspecteur des installations classées par un organisme extérieur.

Les frais de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

5.12 Conséquences des pollutions accidentelles.

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues au point 5.4 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

1. la toxicité et les effets des produits rejetés ;
2. leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
3. la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
4. les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre ;
5. les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution ;
6. les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux six points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

Article 6. Prévention de la pollution atmosphérique

6.1- Dispositions générales

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

6.2- Odeurs

Toutes dispositions doivent être prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, ainsi que pour lutter contre les mauvaises odeurs et notamment par nettoyage, désinfection, traitement par désodorisation.

6.3- Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- Les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,
- Des écrans de végétation doivent être prévus.

6.4 Conditionnement des déchets

Le conditionnement des déchets spéciaux liquides à caractère volatil doit permettre d'éviter toute émanation gazeuse.

Article 7. Traitement et élimination des déchets

7.1 Déchets résultant d'un déversement accidentel

Les déchets résultant d'un déversement accidentel doivent être éliminés dans des installations autorisées sauf pour les effluents respectant les conditions de l'article 5.4. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination.

Les documents justificatifs doivent être annexés au registre prévu à l'article 7.9.

7.2 Brûlage

Tout brûlage à l'air libre est interdit, ainsi que la destruction par le feu de toutes les matières combustibles non récupérables.

7.3 Traitements particuliers

Il est interdit de procéder dans l'installation à toute opération de traitement des déchets.

Tout transvasement, déconditionnement, reconditionnement, pré-traitement ou traitement de déchets ménagers spéciaux et d'activités de soins à risques infectieux est interdit dans l'enceinte de la déchèterie, à l'exclusion du transvasement des huiles.

Tout emballage qui fuit sera placé dans un récipient ou un autre emballage approprié.

Si la récupération des chlorofluorocarbures contenus dans les réfrigérateurs apportés est pratiquée, elle doit être effectuée dans des conditions garantissant l'absence de rejet de ces produits dans l'atmosphère.

7.4 Evacuation des encombrants, matériaux ou produits

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents casiers, bennes et conteneurs est réalisé périodiquement par l'exploitant.

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir. En particulier, les déchets de jardin doivent être évacués au moins chaque semaine (les grosses tailles et élagages d'arbres peuvent toutefois, s'ils sont séparés, être stockés plus longtemps s'ils ne donnent pas lieu à des nuisances olfactives) et, si les papiers, cartons et textiles ne sont pas stockés à l'abri de la pluie, ces produits doivent être évacués au moins une fois par mois. Les déchets ménagers spéciaux sont évacués au plus tard tous les trois mois.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques, le délai entre l'apport des déchets dans la déchèterie et leur incinération ou leur pré-traitement par désinfection est fixé comme suit :

Quantité regroupée sur le site	Inférieure ou égale à 100 kg/semaine	Supérieure à 100 kg/semaine
Délai d'enlèvement	7 jours	72 heures

Les médicaments inutilisés doivent être traités conformément à l'article L.596-2 du code de la santé publique.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité exclusive de l'exploitant.

Les documents justificatifs de cette élimination doivent être annexés au registre prévu à l'article 7.9.

7.5 Types de déchets produits sur le site

Les seules catégories de déchets produits dans l'établissement ne relèvent exclusivement que des codes ci-après de la nomenclature fixée par le décret 2002-540 du 18 avril 2002 :

Type de déchets	Code nomenclature	Filières de traitement
Déchets de bureau	Papier-carton	20.01.01 VAL-E
	Matières plastiques	20.01.39 VAL-E
	Piles et accumulateurs	20.01.33 VAL-E
	Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	20.01.21 VAL-E
	Déchets de cuisine et de cantine biodégradables	20.01.08 VAL-E IE
	Déchets d'emballage en mélange	15.01.06 VAL-E IE
Déchets de nettoyage	20.03.03	IE
Huiles d'entretien du compacteur	13.02.08	VAL-E
Boues de curage du séparateur à hydrocarbures	13.05.01	IE
Chiffons d'essuyage	15.02.02	IE
	15.02.03	
Déchets verts	20.02.00	VAL-E

VAL-E : Valorisation-Elimination externe

IE : incinération

7.6 Types de déchets non admis sur le site

Les types de déchets non repris aux articles 1.1.2 et 1.1.5 du présent arrêté ne sont pas admis sur le site et en particulier les ordures ménagères (à l'exception des reliefs de repas du personnel et de certains déchets municipaux tels que les déchets de corbeille), et les produits de balayage.

En particulier, la récupération et le stockage des emballages souillés, y compris métalliques, ayant contenu des produits toxiques visés à l'annexe 1 de l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle de circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances sont interdits.

7.7 Obligation de tri et de valorisation

L'exploitant organise le tri de la totalité des déchets acceptés sur le site en vue d'en valoriser (recycler) le maximum dans la limite technique et économique du moment.

La présente autorisation vaut agrément prévu à l'article 7 du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994.

7.8 Elimination

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans des installations classées autorisées ou déclarées à cet effet. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Les déchets d'emballages des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Tout stockage définitif de déchets à l'intérieur de l'établissement est interdit.

7.9 Contrôle - Acceptation - Refus des déchets à l'entrée

7.9.1 Contrôle - Registre

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature, la qualité et la destination des déchets stockés et évacués vers des centres de regroupements, de traitement ou de stockage autorisés.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées et de la DDASS. Les justificatifs de l'élimination des déchets sont conservés 3 ans.

L'exploitant fera parvenir chaque trimestre à l'Inspecteur des Installations Classées et à la DDASS un bilan matières de la production des déchets à éliminer et des produits valorisés.

7.9.2 Registre d'entrée et de sortie :

Registre d'entrée : Chaque entrée fait l'objet d'un contrôle de la nature et de la quantité des déchets apportés, ainsi que de l'identité (origine géographique).

Registre de sortie : Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine du déchet composant le chargement et les éventuels incidents.

Les registres où sont mentionnés ces données sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.9.3 Traçabilité des déchets d'activités de soins à risques infectieux

Une convention sera établie avec chacun des producteurs. Pour les particuliers en auto-traitement, une procédure permettant d'anonymiser le dépôt sera mise en place.

A chaque dépôt par le producteur, un bon de prise en charge doit être remis.

A chaque enlèvement à la déchèterie par le prestataire chargé du transport et de l'élimination, un bordereau de suivi « élimination des DASRI avec regroupements » (cerfa n° 11352*01) est établi. La liste des producteurs (rendue anonyme pour les patients en auto-traitement) doit être jointe à ce bordereau.

Ce document signé et mentionnant la date du traitement est ensuite renvoyé à la déchèterie par l'exploitant de l'installation de traitement dans un délai maximum d'un mois.

Une copie du bordereau de suivi « élimination des DASRI avec regroupement » doit être adressée dans un délai d'un mois aux producteurs produisant plus de 5kg de DASRI par mois.

Par ailleurs, la déchèterie renvoie annuellement un état récapitulatif des opérations de traitement à chaque producteur produisant moins de 5 kg de DASRI par mois.

Les conventions et les documents de suivi (bordereaux et bons de prise en charge) doivent être conservés pendant une durée de trois ans.

7.9.4 Refus :

En cas de doute ou de refus d'acceptation, l'ensemble des déchets contrôlés doit être retourné à son propriétaire. Une consigne écrite d'exploitation doit être réalisée dans ce sens. Les raisons pour lesquelles un déchet n'a pas été admis doivent être consignées sur le registre.

L'exploitant doit informer, sans délai, l'inspection des installations classées de ce refus.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

7.10 Contrôles

L'inspecteur des installations classées peut procéder à tout prélèvement de déchets et faire réaliser des analyses de ces produits par un organisme tiers spécialisé aux frais de l'exploitant.

7.1 Dispositions spéciales relatives aux déchets d'amiante-ciment.

7.11.1 - Dans le cas où l'installation réceptionne des déchets d'amiante-ciment, elle est tenue de respecter les dispositions suivantes :

7.11.1 - Déchets admissibles :

L'exploitant est autorisé à accepter :

1°/ des déchets de matériaux issus des travaux relatifs à la réhabilitation et à la démolition dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (plaques ondulées, plaques support de tuiles, ardoises en amiante-ciment, produits plans, tuyaux et canalisations)

2°/ les déchets de matériels et d'équipements (équipements de protection individuels jetables, filtres de dépoussiéreurs, etc.) et les déchets issus du nettoyage (débris, poussières)

7.11.1 - Conditionnement :

Toutes dispositions seront prises pour que les déchets de matériaux acceptés soient conditionnés en vue d'être palettisés (produits de couverture, produits plans) ou mis en racks (tuyaux, gaines) en vue de leur élimination finale.

Les éléments en vrac (à l'exclusion des débris et des poussières) seront déposés dans des bennes recevant uniquement des déchets amiante-ciment. Ces déchets devront être conditionnés de façon à pouvoir être immédiatement identifiés lors de l'arrivée sur l'installation de stockage. On utilisera un grand récipient pour vrac transparent, s'adaptant à la forme de la benne ou tout autre moyen équivalent.

Les autres déchets d'amiante issus du nettoyage doivent être conditionnés comme des déchets issus des opérations de déflocage, en double sac étanche. Ils sont éliminés comme des déchets industriels spéciaux dans des installations de traitement prévues à cet effet.

7.11.1 - Durée de stockage :

Les déchets seront évacués chaque semaine dans des installations autorisées à cet effet. Les bennes seront dépoussiérées avant tout nouveau dépôt.

7.11.1 - Suivi :

Une procédure de suivi des déchets entrants et sortants sera mise en place afin d'assurer la traçabilité du déchet conformément aux dispositions de l'article 7.9.2. du présent arrêté.

Tout transport des bennes à destination des lieux de stockage doit être accompagné d'un bordereau de suivi des déchets conforme aux dispositions en vigueur.

7.11.1 - Contrôle - Surveillance :

L'inspecteur des installations classées pourra imposer à tout moment, aux frais de l'exploitant, des analyses de la qualité de l'air par une recherche de fibres amiante à proximité de l'aire de manipulation des déchets et en tout endroit qu'il lui apparaîtrait indispensable.

Article 8. Traitement du bruit et des vibrations

8.1 Dispositions générales

Au sens du présent arrêté, on appelle :

■ **émergence** : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A, du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit produit par l'installation) ;

■ **zones à émergence réglementée** :

- 1 l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse)
- 1 les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté ;
- 1 l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantées dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

8.2 - Construction et exploitation

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. Le recours aux chocs ou à la percussion pour démonter ou briser les pièces doit rester occasionnel et, en tout état de cause, respecter les niveaux sonores prévus au présent arrêté.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'Environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

8.3 Véhicules et engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur suivante :

- décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 pour les engins de chantier
- décret du 29 juillet 1992 (n° 92, 765 et 767) relatif aux règles techniques et aux procédures de certification de conformité applicables aux équipements de travail.

8.4 Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

8.5 Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Le niveau de bruit aux points de mesure et en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement les niveaux prévus dans les tableaux ci-dessous, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Tableau 1	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A) aux points de mesure	
	période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Point 1 situé au Nord-Ouest du site au niveau des habitations de la rue de la Lys	64	51
Point 2 situé au Sud-Est du site au niveau de l'habitation du Chemin Billoy	56	50

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

8.6 Contrôles

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Les frais sont supportés par l'exploitant.

8.7 Mesures périodiques

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

Article 9. Dispositions administratives

9.1 Modifications

9.1.1 Par application de l'article 20 du Décret du 21 septembre 1977 modifié, toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet,
- de l'Inspection des Installations Classées.

Et faire l'objet d'une mise à jour du Plan d'Urgence. Dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

9.1.2. Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

9.1.3 Par application de l'article 34 du même décret . en cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet du NORD dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

9.1 Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas Permis de Construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

9.3 Cessation d'activités

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit remettre le site en état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

1. L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
2. La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
3. L'insertion du site de l'installation dans son environnement,
4. En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité sont réalisés, l'exploitant en informe le Préfet.

9 4 - Prescriptions complémentaires

Des prescriptions complémentaires pourront à tout instant être imposées à l'exploitant dans les conditions prévues à l'article 18 du Décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

L'exploitant devra se soumettre aux visites de l'établissement qui seront effectuées :

- par l'Inspecteur d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (DDE du Nord)
- par l'Inspecteur de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales du Nord (DDASS) chargé de veiller à l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques en application de l'article R.1335-13 du Code de la Santé Publique et de l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination..

9.5 Accidents-Incidents

Par application de l'article 38 du Décret du 21 septembre 1977 modifié, l'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. Ces événements seront consignés dans le registre de l'exploitation.

L'exploitant indiquera et consignera dans les mêmes conditions, les dispositions prises à titre conservatoire telles que notamment les mesures ou travaux immédiats nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article L.511-1 visé ci-dessus.

Dans les plus brefs délais l'exploitant remettra à l'Inspecteur des Installations Classées un rapport précisant les causes et les circonstances de l'incident ainsi que les mesures prises pour éviter le renouvellement d'un tel fait.

9.6 Annulation-Déchéance

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cessera de produire effet au cas où l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de 3 ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

9.7 Délai et voie de recours (Article L.514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant ; de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 10

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie conforme sera adressée à :

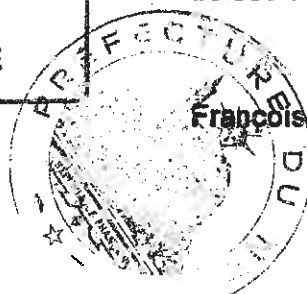
- Messieurs les Maires de HALLUIN et BOUSBECQUE ,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d' HALLUIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le **11 AVR. 2007**

Pour copie certifiée conforme
Le Chef de Bureau Délégué.
Thérèse Van de Walle
Thérèse VAN DE WALLE



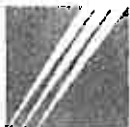
Le préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint
François-Claude Plaisant
François-Claude PLAISANT

direction
départementale
de l'Équipement.

Lille, le 16 JAN. 2007

Monsieur le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord
DAGE/3

A l'attention de Monsieur Emile CHOTEAU



Service
Sécurité
Risques et
Environnement

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement

Demande déposée par Monsieur le Président de Lille Métropole Communauté Urbaine –
siège sociale : 1 rue du Ballon – B.P. 749 – 59034 LILLE CEDEX, en vue d'exploiter une
déchèterie sur la commune d'HALLUIN (59250) sise Rue de la Lys

Référence : Votre courrier DAGE/3 - EC du 13 novembre 2006

N/référence : c:\mes documents\rapports2006\Rapport CoDERST déchèterie HALLUIN.doc

Affaire suivie par : Georges BREDA

Tel 03 20 40 53 61 – Fax 03 20 40 53 49

Messagerie : georges.breda@equipement.gouv.fr

Je vous prie de trouver ci-joint un rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'affaire
visée en objet conformément à l'article 10 du décret du 21 septembre 1977 modifié pris en
application de la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées codifiée par le
livre V du code de l'environnement.

Vous trouverez également un projet d'arrêté préfectoral qui devra être soumis à l'avis du conseil
départemental d'hygiène après avoir été porté à la connaissance du demandeur conformément à
l'article 11 du même décret.

Pour le Directeur Départemental de l'Équipement
Le Chef Adjoint du Service Sécurité
Risques et Environnement


P. QOPPIN

44, rue de Tournai
BP 289
59019 Lille Cedex
téléphone :
03 20 40 54 54
Télécopie :
03 20 40 53 49

PJ : 1 rapport

